



Rapport des conseils mixtes à l'intention des cadres sur les tendances du mois

Le gouvernement numérique ainsi que la chaîne de blocs ont été les principaux sujets de discussion ce mois-ci.

Renseignements principaux sur la chaîne de blocs

L'Estonie fait figure de pionnière dans l'utilisation de la chaîne de blocs pour préserver la sécurité des renseignements des citoyens. Elle s'est déjà dotée des systèmes pour tirer parti de la chaîne de blocs dans de nombreux aspects de la vie quotidienne, et d'autres systèmes viendront s'ajouter à ceux en place. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

Découvrez comment la chaîne de blocs pourrait accroître la transparence et la responsabilisation envers les programmes de réfugiés et d'immigration [ici](#).

Selon un [récent rapport](#) publié par CB Insights, il y a actuellement au moins 36 secteurs de l'industrie qui bénéficieraient vraisemblablement de l'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs, allant des procédures de vote et de la sécurité des infrastructures essentielles à l'éducation et aux soins de santé.

Autres articles dignes de mention ce mois-ci

[What we need to do to support end-to-end services across government](#) (ce que nous devons faire pour soutenir les services de bout en bout à l'échelle du gouvernement), GOV.UK

[Province announces vision for the future of Manitoba's public service](#) (le Manitoba annonce sa vision pour l'avenir de sa fonction publique), GOV.MB

[Plan d'action en économie numérique - Startup Québec : des investissements de plus de 15 M\\$ pour la réalisation de dix nouveaux projets](#), Newswire

public envers le gouvernement), The Hill

Renseignements cruciaux sur le gouvernement numérique

Le Canada a récemment signé une charte pour se joindre à un forum international de pays (Digital Seven) qui s'associent pour renforcer leur économie numérique. Au moment de sa création, en 2014, le forum regroupait cinq pays de technologie numérique et s'appelait Digital Five. Les récents ajouts du Canada et de l'Uruguay en font un groupe de sept. Le président du Conseil du Trésor du Canada [Scott Brison a déclaré que](#) [TRADUCTION] « l'idée d'un gouvernement numérique a tout à voir avec le fait de se donner des capacités et d'améliorer les services à la population. À une époque où les gouvernements démocratiques du monde entier font face à des défis de légitimité, le numérique offre de nouvelles possibilités pour rendre le gouvernement pertinent dans la vie des citoyens. »

Le Gouvernement du Canada a embauché l'ancien chef de l'agence de services numériques du gouvernement des États-Unis pour diriger Service numérique canadien, l'équipe fédérale d'intervention créée pour aider à améliorer les services aux citoyens. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

[Selon l'associé directeur d'Agilisys](#) (fournisseur de technologies numériques du Royaume-Uni), voici les sept tendances du gouvernement numérique à surveiller en 2018 : 1) l'optimisation des investissements numériques existants, 2) les identités numériques, 3) la robotique, les robots et l'IA, 4) l'utilisation créative des données, 5) l'Internet des objets, 6) le marketing numérique et 7) les drones.

Autres articles dignes de mention liés au gouvernement numérique:

[The Unsung Heroes of Digital Government](#) (les héros méconnus du gouvernement numérique), Nextgov

[Improving digital services can help restore the public's trust in government](#) (l'amélioration des services numériques peut aider à restaurer la confiance du

Article de ce mois-ci : Vie privée et gestion de l'identité

LES RÉCENTES NOUVELLES CONCERNANT FACEBOOK AINSI QUE LA COLLECTE ET L'EXPLOITATION DES DONNÉES DES UTILISATEURS PAR CAMBRIDGE ANALYTICA AMÈNENT TOUT LE MONDE À RÉFLÉCHIR À LA GESTION DE L'IDENTITÉ....

L'impact du scandale a fait chuter la confiance des Canadiens envers le géant des médias sociaux. Dans un article publié le 29 mars par le Globe and Mail, Proof Inc (anciennement Environics) a indiqué que [34 % des répondants à un sondage avaient accordé une cote de confiance positive à la marque, comparativement à 51 % dans le sondage de l'an dernier.](#)

Certaines grandes questions transcendent cependant l'indignation et la méfiance du public engendrées par ces récents événements : que peut-on faire pour redonner aux gens le contrôle de leur identité? Quel est le rôle du gouvernement dans la protection de la vie privée des gens?

La chaîne de blocs semble être la réponse à la façon dont les citoyens peuvent reprendre le contrôle de leur identité. [La chaîne de blocs permet de distribuer l'information numérique sans la copier.](#) Même si l'on voit principalement la chaîne de blocs comme la clé d'une solution de gestion de l'identité, certains risques demeurent, comme ceux que le blogue [Gov.uk](#) a relevés :

1. La technologie a peu évolué
2. Il existe des problèmes de sécurité (p. ex., un manque de gestion des clés)
3. La chaîne de blocs affiche un rendement médiocre à l'échelle
4. Il n'y a pas de normes établies

Des acteurs d'organisations des secteurs public et privé développent des solutions basées sur la chaîne de blocs pour aider les gens à gérer et à protéger leur identité numérique. Par exemple, le chef de file en technologie IBM a récemment fait équipe avec [Sovrin](#) pour mettre au point une solution de gestion de l'identité numérique à l'aide de la chaîne de blocs. L'organisation Australia Post a distribué, au sein du gouvernement, un [livre blanc](#) décrivant une solution de gestion de l'identité basée sur la chaîne de blocs, élaborée et [lancée](#) en 2017. Pour militer en faveur de l'élaboration de la solution, cette organisation a fait valoir qu'il était nécessaire de protéger la vie privée des personnes et qu'il serait possible d'en tirer une valeur économique estimée à 11 milliards de dollars en réduisant les coûts de service, en réduisant le coût de la fraude et en améliorant l'expérience des consommateurs. En tant que gardienne traditionnelle de l'identité grâce à leur vérification en 100 points, l'Australia Post se sentait

bien placée pour aller dans cette direction. D'autres gouvernements, comme celui du [Royaume-Uni](#) et de la [Nouvelle-Zélande](#) et, plus loin, des pays comme l'[Estonie](#) travaillent également sur la façon de s'attaquer à la gestion de l'identité dans un monde numérique.

Il reste à déterminer à qui les gens font confiance pour gérer leur identité numérique. La question est de savoir si les gens voudront faire confiance au secteur privé, avec son savoir-faire technologique, ou au gouvernement, en tant que gardien traditionnel de l'identité et, dans des pays comme le Canada, en tant que protecteur respectable de la vie privée.

Les gouvernements vont au-delà des solutions de la chaîne de blocs pour adopter des règlements complémentaires, là où l'Union européenne a pris les devants.

En mai 2018, le Règlement général sur la protection des données ([RGPD](#)) entrera en vigueur et modifiera les règles de fonctionnement pour les entreprises qui recueillent, stockent ou traitent de grandes quantités de renseignements au sujet des utilisateurs (pour consulter l'article, cliquez [ici](#)). Cette mesure réglementaire donne aux citoyens européens un plus grand contrôle sur leurs données personnelles et cherche à clarifier les règles et les responsabilités relatives aux services en ligne avec les utilisateurs européens. Elle s'accompagne de lourdes pénalités pour les sociétés qui ne s'y conforment pas (pénalités de l'ordre de 4 % des revenus annuels mondiaux) et a une incidence sur toutes les entreprises qui interagissent avec les résidents européens, peu importe où elles se trouvent. Cela est de bon augure pour les gens du monde entier, et des lois pertinentes dans d'autres pays peuvent venir appuyer cette mesure.

Que les gouvernements au Canada se concentrent sur la création d'une solution d'identité numérique ou sur la réglementation de la protection de la vie privée en ligne des Canadiens, il est possible d'assurer la protection en ligne de tous les Canadiens de la même façon que les gouvernements au Canada respectent et protègent la vie privée de leurs citoyens dans leurs activités quotidiennes. Les Canadiens attendent de voir si les divers gouvernements saisiront cette occasion.

Nous serions ravis de vous entendre!

Vous pouvez nous faire part de vos commentaires et de vos contributions à Info@iccs-isac.org.